

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 12 (1986)

Heft: 1

Artikel: Comment la sociologie s'y prend-elle avec l'avenir?

Autor: Fischer, Werner / Hettlage, Robert / Vuille, Michel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-815009>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Il paraît que les Augures romains se
souriaient quand ils se rencontraient.

COMMENT LA SOCIOLOGIE S'Y PREND-ELLE AVEC L'AVENIR ?

Werner Fischer, Robert Hettlage** & Michel Vuille****

*Unité d'investigation sociologique, 6, rue du 31 Décembre,
CH - 1207 Genève

**Unterer Batterieweg 143, CH - 4059 Basel

***Service de la recherche sociologique, 8, rue du 31 Décembre,
CH - 1207 Genève

Du 17 au 19 octobre 1985 a eu lieu à Zurich le 7e Congrès de la Société Suisse de Sociologie sur le thème de: "Société industrielle - fin d'une époque ? Faits, analyses et perspectives".

Mises à part les conférences introductives, le travail consacré à ce sujet était réparti en 16 groupes qui, chacun dans son domaine, embrassaient tous les aspects importants de la vie moderne et "post-moderne": des formes de vie alternatives, en passant par la technique et le travail (temps de travail), la famille, les rôles sexuels, la démographie, les formes symboliques, aux rapports entre ville et campagne, société et environnement, politique, voire même société mondiale et cycles, ainsi qu'aux discontinuités du changement social.

Il n'est pas dans notre intention de résumer ici le travail des divers groupes; cela a déjà été fait par ailleurs - du moins partiellement. Il ne s'agit pas non plus d'ordonner les contributions centrales, publiées dans ce Numéro, d'après leur contenu ni de les confronter entre elles. L'articulation de ce Numéro spécial ainsi que les subdivisions établies mettront suffisamment en évidence ces enchaînements thématiques réciproques.

Il nous a paru plus important de faire précéder ces contributions de quelques remarques générales concernant le thème même du Congrès.

1. La question de la société industrielle en tant qu'habitus "moderne"

Celui qui prend la société industrielle comme objet parle *du* thème propre de la sociologie. Même si l'interrogation porte sur la

fin de cette époque, elle ne change pas fondamentalement; car cette question ne peut être développée qu'à partir de l'analyse de la société contemporaine.

La question de savoir si la société industrielle touche à sa fin constitue sans doute aussi une expression compacte de la mentalité collective actuelle (*Zeitgeist*). Le point d'interrogation en fin de titre en fait également partie. Il est naturellement d'usage dans le domaine scientifique de faire figurer les réponses en fin d'analyses et non pas au début. Mais la formulation du thème exprime davantage: la question relative à la fin d'une époque n'est-elle pas aussi "moderne" dans un sens tout différent et polymorphe ?

(1) Dans cette optique, on pourrait affirmer que le thème du Congrès en tant que tel constitue le produit d'un modèle de pensée structurant et organisant l'histoire en *époques*. Nous sommes à ce point enracinés dans le système de représentations concernant la naissance, le développement et la disparition d'ères, d'époques, de systèmes économiques et de formes de vie que nous générons - de manière inconsciente et presque automatique - l'idée de la fin d'une phase et de son déroulement. Les temps modernes, l'ère industrielle, le capitalisme, etc. semblent avoir duré assez longtemps déjà pour que leur fin puisse être prévisible. Du moins l'idée que nous sommes face à des faits et à des développements indiquant cette fin, ou cette phase déclinante de l'époque, ne paraît-elle pas absurde; en tout cas, elle s'infiltre dans notre vocabulaire et dans nos façons de penser.

(2) D'un autre côté, le thème directeur du Congrès fait appel à un savoir sur l'avenir et sur les déroulements et les processus de changement, nullement ajusté aux dispositions fatalistes ou à un horizon temporel prémoderne en général. "Prudence = Providence" est une attitude qui ne correspond à rien chez l'homme du Moyen-Age, par exemple: "*Des représentations du temps* linéaire clairement perçu et vécu sont encore étrangères à cette époque, à la fois dans le sens d'enchaînements et de renforcements additifs et causals par rapport à l'avenir et dans celui de rapprochements téléologiques aux buts projetés dans l'avenir. Pour ces derniers, l'eschatologie chrétienne fournit les premières esquisses; au Moyen-Age cependant ... elle se trouve en fait reléguée à l'arrière-plan. L'horizon de la conscience historique est encore trop étroit; il ne peut par conséquent constituer une incitation et une marge de manoeuvre au développement d'un rapport réflexif au temps." (Wendorff, 1980, 120).

(3) La crainte ou l'espoir d'un changement d'époque indique toujours une *conscience de la crise* qui est elle-même un produit de la dynamique de notre univers. En admettant comme un fait établi que nous vivons en effet une époque de crise singulière,

nous ne manquons pas d'être déçus, car nous avons cru pendant longtemps pouvoir maîtriser de mieux en mieux l'avenir, du moins mieux que ne pouvaient l'entrevoir nos ancêtres; en fait, nous nous rendons compte de nos échecs, produits de la complexité des mécanismes de régulation. L'euphorie du progrès passant à l'opposé, dans le négativisme n'est-elle pas un phénomène typique des temps modernes et ces renversements d'humeur ne sont-ils pas presque nécessairement intrinsèques à cette euphorie ?

(4) Et enfin, la volonté de dépasser ces déceptions et ces incertitudes de façon "*activiste*" - même si dans ce contexte cela n'est conçu que sur le mode scientifique-analytique - n'est-elle pas un indice symptomatique de notre époque actuelle ? Le double fait que, malgré toutes les lacunes et toutes les insécurités, le changement doit être provoqué intentionnellement et que le savoir doit être prolongé systématiquement dans le futur, n'est-il pas en tant que tel un élément systémique des sociétés industrielles et avant tout de celles-ci ? Dans ce sens, la science - sociologie comprise - est un projet de l'époque moderne, qu'elle se présente sous la forme d'un besoin de connaissances sans limitation ou sous l'aspect d'un besoin d'auto-réassurance qui, bien que devenant plus "autonome", n'en est pas pour autant moins vital (Tenbruck, 1984, 65). Elle ne "peut" donc laisser l'avenir indéterminé et doit, du présent, "sauter" en avant ou en arrière ("optimisme rétrospectif").

Ces questions délimitent le cadre à l'intérieur duquel la sociologie s'est constamment mue dès ses débuts. Elle a toujours été attelée au projet des temps modernes et ainsi contrainte de fournir des prises de position. L'*histoire de la sociologie* atteste clairement qu'elle s'est acquittée de cette tâche par ses modèles d'explication et de compréhension du monde tantôt optimistes, tantôt pessimistes.

2. Sociologie en tant qu'optimisme institutionnalisé

La sociologie est - du moins dans son sens étroit - fille du siècle des lumières et par conséquent de l'idée que la lumière de la raison peut briller de tout son éclat si on se libère des forces traditionnelles de l'ordre, des systèmes de savoir "établis", ou tout simplement d'une paresse et d'une immaturité intellectuelles coupables.

(1) Celui qui - muni de ces armes - s'approprie de nouvelles connaissances, c'est-à-dire analyse des faits, recherche, selon le modèle des sciences exactes, des régularités nomologiques, non seulement accomplit un acte de libération intellectuelle et psy-

chique, mais aussi annonce, de façon définitive et irréversible, l'amorce de l'histoire du progrès qui - comme l'avait cru *Condorcet* - est prévisible et calculable, si possible sur une base mathématique. Il ne s'agit pas à proprement parler *du* progrès, mais *des* progrès. L'application de la raison à des domaines de plus en plus étendus de la vie devrait garantir un développement supérieur de l'humanité. Ce n'est qu'au 10^e palier du déroulement et de la maîtrise progressive de l'histoire par la raison que s'annonce le progrès illimité de l'espèce humaine. La "physique sociale" était toute désignée pour être le porte-drapeau de cette nouvelle vision du monde sur le vrai début du savoir au service de tous.

(2) L'idée du progrès a reçu une nouvelle impulsion par la révolution industrielle, dont *Saint-Simon* s'est fait l'écho dans sa "Religion civile" (Brose, 1975, 6 ss). Pour lui, il est irréfutablement établi que la société ne peut poursuivre des buts plus élevés que si (ou parce que) elle est désormais organisée de telle façon que les actifs, les "industriels", en association avec les "savants" prévoient les développements importants et prennent des mesures correspondantes.

Comte n'a fait que poursuivre ces réflexions. Déjà dans l'une de ses premières oeuvres (1822), il montre comment le progrès naturel se situant dans la troisième phase (scientifique-technique) du développement de l'humanité prend naissance: l'objectif de la sociologie est de conceptualiser ce développement dans ses généralités les plus larges. "L'accomplissement le plus parfait de la science, qui ne sera probablement jamais complètement atteint, consisterait du point de vue *théorique* dans la compréhension précise des séquences du progrès d'une génération à l'autre ... et du point de vue *pratique* dans l'établissement exact du système rendu dominant par le processus naturel du développement de la culture..." (Comte, [1822] 1973, 153 s).

Saint-Simon (et indirectement *Comte*) a recueilli des appréciations flatteuses de la part de *Engels*. Celui-ci vante "sa prééminence sur ses contemporains", ainsi que "l'ampleur géniale de sa vision" ..."presque toutes leurs idées, non strictement économiques, préfigurent celles des futurs socialistes " (*Engels* [1878], 303 s). Cette remarque est sans doute aussi valable pour leur conception de l'histoire.

(3) Une autre variante de l'idée du progrès, qui a influencé de façon décisive les sciences économiques, est la théorie empruntée à *Darwin*, selon laquelle la lutte sociale pour la survie conduit à la sélection des meilleurs et de ceux qui sont le plus capables d'adaptation et mène par conséquent au développement supérieur de l'espèce humaine. L'interférence dans l'action d'une loi na-

turelle ne pourrait donc conduire qu'à la régression. Si ce principe de base est respecté, c'est-à-dire par la discipline intérieure (à l'opposé de la discipline extérieure des sociétés guerrières) la perfection de la société industrielle, telle qu'elle est reconnaissable aujourd'hui, serait assurée. *Spencer* a importé cette théorie dans la sociologie américaine naissante (*Small, Summer, Ward*). Deux idées sont étroitement liées, celles de la sociologie comme science du progrès qui, en même temps, entraîne sa propre interprétation de *science du futur*.

(4) Cette dernière n'est évidemment pas pensable sans l'idée du progrès. La dynamique évolutionniste de notre civilisation a été médiatisée par les utopies (du bonheur) du 18^e siècle. Mais les utopies ont aussi toujours été des *utopies planificatrices*. Ce que la croyance dans le progrès voulait déléguer à l'automatisme de la raison inhérente était explicitement attribué par les utopistes à la création planificatrice. *Morelly, Deschamps, Meslier* prétendaient, à l'opposé de Condorcet, que le progrès des connaissances ne mène pas automatiquement à l'amélioration de la vie matérielle. La perfectibilité ne serait pas nécessairement la perfection. Pour que cela se réalise, les institutions devraient être modifiées, compte tenu des prévisions et de la planification; et les bases fondamentales devraient être établies à nouveau. Ce n'est que lorsque ces nouveaux fondements correspondent au "*votum naturae*" (*Morelly*) - ce qui veut dire qu'ils créent les conditions d'une "association libre et corporatiste" - qu'un "état de mœurs" peut être attendu. Dans ce sens, les utopistes ont pu expliquer, avant le remplacement par Saint-Simon de la domination des personnes par l'administration planificatrice des choses, que l'âge d'or se situe encore dans le futur, dans l'avenir planifié. (*Rihs, 1970, 5 ss*).

(5) *K. Mannheim*, réfléchissant sur la transformation des sociétés contemporaines concrètes, est parti d'une utopie, ou du moins d'une euphorie planificatrice, dans laquelle s'inscrit le rêve de la domination par la sociologie. Mais la prise du pouvoir par des formes de domination totalitaire a détruit ce rêve de *K. Mannheim* que les intellectuels, par leurs savoirs "sans racines ni attaches", mettraient un terme à la crise des temps modernes et qu'ils forgeraient une nouvelle synthèse culturelle et une harmonie sociétale. Par la suite (après 1933) *Mannheim* pariait tout sur la carte de la planification démocratique, qu'il pensait être la "troisième voie" entre le libéralisme et le centralisme (*Mannheim, 1935, 1943, 1950*). Etant donné les dimensions et les implications idéologiques de toute pensée, la liberté et la pluralité ne peuvent, selon lui, être sauvegardées que grâce à des principes éducatifs qui, tout en se voulant démocratiques, ne sont pas moins imposés à l'ensemble de la société: par la planification économique (conjoncture, investissements, consommation [!]), la planification sociale (redistribution), la planification psychique (réforme

éducative) et la planification de la vision du monde (contrôle des universités et des media).

En cela la vieille aspiration au pouvoir des pères fondateurs de la sociologie - avant tout Saint-Simon et Comte - connaît un renouvellement: la sociologie en tant que science devrait atteindre le niveau des sciences exactes et de la technique pour mettre un terme à la crise profonde des sociétés industrielles et pour rendre possible et durable un ordre dans la liberté. Par ces réflexions, Mannheim fait référence à la loi des trois phases, à la différence qu'il les délimite en phases des "trouvailles" (sociétés primitives), des "découvertes" (sociétés industrielles-libérales) et de la "planification" (on est tenté de dire, sociétés post-industrielles). La planification a ici pour fonction de gérer, de stabiliser et de résoudre les conflits. Pour qu'une telle fonction puisse être assurée, il faut que s'accomplisse une "transformation" de l'homme par un contrôle intensif des valeurs et des attitudes, permettant l'autonomie et la créativité individuelles qui - liées ausens des responsabilités publiques - forment une personnalité harmonieuse et démocratique.

(6) Beaucoup d'attentes naïves par rapport à la société post-industrielle se sont nourries de l'utopie planificatrice. Une révision totale de l'histoire vers une "communauté" vieillie, mais rafraîchie, semble devenir possible. Beaucoup d'appels à une responsabilité complètement nouvelle, - "post-industrielle" (?) - ainsi que maintes manifestations de l'euphorie planificatrice des années 60 et 70, peuvent être lus comme une continuation de Mannheim. Le "postisme" (Vester, 1985, 4) semble justement être le passe-partout qui réunit, en une étrange synthèse, l'automatisme du progrès et le dynamisme de la planification.

3. La sociologie en tant que doute institutionnalisé

Il serait trop simple de vouloir réduire à tout prix la question du changement d'époque et les tentatives de son interprétation dans l'histoire de la sociologie, au seul schéma optimiste de l'avenir. De même que dans l'histoire des sciences humaines les utopies du bonheur alternent avec une belle régularité avec les prophéties de malheurs, l'histoire de la pensée sociologique montre des renversements entre l'optimisme et le pessimisme. A l'euphorie planificatrice succède inmanquablement la déception à l'égard de la planification.

(1) Les crises économiques de 1872/73, 1885/86 et 1891/94 déjà, puis plus tard la grande crise des années 20 ont discrédité chez beaucoup la croyance aveugle dans le progrès et accentué la

sensibilité aux crises. L'impression d'incertitude et de menace permanente sur l'existence sociétale a aussi été un sentiment prédominant chez les théoriciens classiques de la sociologie, tels que Durkheim, Weber et Simmel. Pour tous trois, le terme de progrès n'avait par conséquent aucun statut pertinent. Comme l'a souligné Rammstedt, ils voulaient de façon unanime renoncer à ce concept. Selon eux, la sociologie devrait être spécifiquement une science (théorique et empirique), c'est-à-dire produire des analyses du passé et du présent (Rammstedt, 1985, 486 s). Des connaissances éprouvées de la phase suivante de la société industrielle n'existant pas, ils prônaient une sociologie sans prétention sur les visions d'avenir. Ce parti-pris n'exclut certes pas des remarques sceptiques sur les possibilités futures de l'existence, comme en témoigne Weber dans ses craintes célèbres de la "cage bureaucratique de la servitude" (Weber, 1921, 15). Néanmoins, la différence décisive par rapport aux croyances dans le progrès ne réside pas principalement dans leur état d'esprit négatif, mais dans le fait qu'ils analysent et argumentent en tant que personnes concernées directement par la société dans laquelle ils vivent, et non pas à partir d'un statut de savoir extérieur et arbitraire. C'est en cela que s'explique la différenciation fondamentale et pratique de Weber entre la science et la politique, l'analyse et la prophétie. Comme les classiques ne disposaient pas d'un concept "total" de la raison, ils ne pouvaient pas non plus - comme l'avaient fait les premiers rationalistes "naïfs" - doter la rationalité scientifique de la contrainte irrésistible des forces de persuasion quasi automatiques.

(2) Ce processus de l'analyse critique des implications propres et du doute méthodologique (resp. doute par rapport aux méthodes) est allé aujourd'hui beaucoup plus loin que ce que Weber avait imaginé. Il était persuadé que la science, resp. la sociologie en tant que science, permettrait la maîtrise de l'existence. Aujourd'hui, nous avons atteint la démystification même de la science.

A partir du moment où la science prend la science pour objet, elle est aussi envisagée comme cause possible d'erreurs et de problèmes. Plus directement, le développement scientifique et technique lui-même est rendu responsable des problèmes que la modernisation engendre. Cette responsabilité est mise en évidence sous différentes formes: critiques des méthodes, de l'outrecuidance scientifique, luttes de prestance, blocages réciproques, critique du concept de rationalité, critique des techniques, des experts, du progrès, etc.. Une fois intenté, le procès de la critique de la science épouse lui-même les formes scientifiques. En cela "la critique actuelle du progrès et de la civilisation se distingue de celle des 200 dernières années: les thèmes de la critique sont généralisés; cette critique est fondée, du moins partiellement, sur des bases

scientifiques et, armée de tout le pouvoir définitionnel de la science, s'affronte à la science." (Beck, 1982, 13).

Dans ces conditions la science est de plus en plus contrainte de "rabattre" ses connaissances au niveau de multiples formes possibles et limitées de la maîtrise de l'existence, c'est-à-dire de reconnaître ses propres faiblesses méthodiques, ses présupposés héroïques, les jeux intellectuels et la validité restreinte des résultats, ce qui ne contribue guère à accroître sa crédibilité auprès du public.

La sociologie a aussi été entraînée dans ces discussions de fond. Elle a été d'autant plus prise dans ce sillage que la démystification et le doute institutionnalisés s'en prenaient précisément aux savoirs qu'elle revendique comme lui étant spécifiques: connaissances relatives au fonctionnement du système social. Cela a eu des répercussions certaines sur son auto- et son hétéro-définition en tant que science prédisant l'avenir (Bonss & Hartmann, 1985, 11 ss).

(3) Ainsi, la confiance dans la planification est devenue suspecte. On était d'avis il y a quelque temps qu'il serait possible, grâce à une collaboration intense entre représentants des sciences sociales et de la politique, de "concrétiser" plus étroitement l'avenir et de réaliser des réformes fondées sur des savoirs neutres d'experts. Aujourd'hui, cet élan optimiste est brisé et des désillusions politiques, ainsi que des désenchantements à l'intérieur même des sciences sociales se sont installés: désillusions politiques, dans la mesure où la planification ne garantit nullement la rationalité du progrès: l'horreur peut aussi être parfaitement planifiée. Le présupposé couramment admis pendant longtemps a beaucoup perdu de sa crédibilité et de sa force de persuasion, à savoir que, grâce à l'analyse scientifique de la société, les politiques de réformes en matière d'enseignement et de formation, de santé, d'économie sont devenues plus rationnelles, plus pertinentes et plus appropriées: trop de fautes et d'erreurs de planification ont été commis et trop de corrections ont dû y être apportées.

- Cela tient en partie au fait - comme *Elias* (1977, 35 ss) l'a constaté - qu'en sociologie nous ne disposons pas de "*concepts de processus*", mais de concepts d'états qui figent faussement une réalité sociale constamment en mouvement. Il devient donc pratiquement impossible de suivre conceptuellement de près les développements en cours. Nous avons toujours un tour de retard !
- Cela s'explique aussi par le désenchantement au sujet de l'ensemble du *contexte de la planification*. Celle-ci s'oriente selon des buts clairement délimités, une rationalité mieux établie, une qualité de vie accrue, des objectifs du progrès, etc.. Mais qu'advient-il quand ces buts ne sont plus aussi évidents, quand un malaise général s'installe quant à l'orientation

du progrès et au progrès en tant que tel ? Il ne reste alors plus qu'une déception généralisée s'étendant aux conceptualisations de changements entrevus.

- Contre le modèle de la société planifiée de Mannheim, *Popper* a déjà élevé l'objection suivante: cette société planifiée devrait nécessairement être fondée sur une *technologie globale et historique de la planification*; parce qu'elle s'appuyerait sur des lois historiques du développement, cette planification permettrait de façonner l'avenir de la société. *Popper* s'oppose d'un point de vue théorique à une telle reconstruction de la société prise dans sa totalité; cela d'autant plus que toute intervention dans la société augmente la complexité et l'opacité des réseaux d'interactions sociales (*Popper*, 1985).

La représentation de l'avenir, tout comme celle de la totalité de la société, serait nécessairement et toujours provisoire et imprécise. Des pronostics seraient souvent des prophéties occultées comme telles, pouvant conduire à des mesures de planification répressives. "Aucune raison ne justifie l'assomption que les sciences sociales seraient de toutes les sciences les seules capables de réaliser le rêve archaïque: dévoiler ce que l'avenir nous cache. Cette croyance dans la possibilité de divination scientifique ne repose pas seulement sur le déterminisme; son deuxième fondement est la confusion entre la prédiction scientifique, telle que nous la connaissons en physique et en astronomie, et la prophétie historique sérieuse qui nous relate les lignes grossières et les principales tendances du développement futur de la société" (*Popper*, 1975, 108).

(4) Etant donné l'accélération du changement de civilisation, l'avenir se rapproche toujours davantage du présent et raccourcit "l'extension de notre monde actuel" (*Lübbe*, 1983, 37). Notre rapport à l'avenir en subit nécessairement les conséquences. Il est compréhensible que nous y réagissions par l'élaboration de techniques de prédiction et de pronostic. Puisque nous avons perdu notre optimisme dans l'avenir - et corrélativement le déterminisme qui y est associé - nous devons nous contenter de *modèles de pensée probabilistes*. Nous pouvons extrapoler des tendances, écrire des scénarii, faire évaluer la situation par des experts successifs et nombreux. Cela ne change rien au fait que nos pronostics doivent être fondés sur le présent et sur le passé, afin d'en dégager une image pour l'avenir. Les difficultés sont patentées:

- où sont les certitudes structurelles, c'est-à-dire cet ensemble de faits fondamentaux qui formeront l'avenir, tout comme ils forment le présent ? Cette évaluation est d'autant plus complexe que les conditions générales subissent des modifications et qu'elles annullent par conséquent ces certitudes.

- Les pronostics fiables sont inséparables d'une théorie du changement social. On ne discerne guère actuellement de théorie des institutions modernes et de leur changement (Berger, Berger & Kellner, 1975, 93). Tous les discours sur les "vecteurs institutionnels de la conscience moderne" restent de ce fait nécessairement hypothétiques. Là où manque une théorie des institutions, il ne peut y avoir une théorie valable du changement.
- Enfin, seules des "sciences théorisantes" sont capables de faire des pronostics au sens strict du terme, et ceci dans la mesure où elles atteignent le niveau des régularités nomologiques de type causal ou statistique. Cependant, la situation de la sociologie est extrêmement précaire à cet égard, comme cela a été montré à plusieurs reprises.

"La 'société mondiale', ou - plus modestement - notre société industrielle telle qu'elle a été conceptualisée par les diverses sociologies, n'est pas une formation sociale très répandue; elle est plutôt singulière et sans précédent: jamais auparavant n'a-t-on pu observer le curriculum d'une telle société. La complexité de son système est considérable. Elle n'est pas non plus une société fermée; elle dépend au contraire de nombreux systèmes naturels, eux aussi très complexes." (Lübbe, 1983, 41).

- Plus l'état d'une société est complexe et plus vite s'accroît cette complexité, plus hypothétiques sont les possibilités de pronostic. Ce *dilemme de pronostic* est largement connu. Si rien d'essentiel ne change, le pronostic est tout à la fois facile et inutile. Mais si, au contraire, il y a changement, le pronostic est "extrêmement difficile à réaliser, peu fiable ou détaché du système" (Bühl, 1985, 201). Cela ne contribue certainement pas au prestige de la futurologie, lorsqu'on apprend d'une étude américaine portant sur la période 1890-1940 "que des prédictions à long terme (10 ans et plus) faites par des experts se sont avérées plus souvent fausses que justes, que les experts n'étaient dans leurs précisions qu'un peu plus exacts que des profanes, respectivement que les prédictions des experts dans le domaine en question n'étaient pas plus précises que celles des experts non spécialisés" (op.cit.).
- Un autre *dilemme* s'y ajoute: "Nous ne savons jamais ce que nous saurons ultérieurement, sans quoi nous le saurions déjà maintenant. La prédictibilité des développements sociétaux est fondamentalement limitée, dans la mesure même où ce développement est conditionné, entre autres, par notre savoir; ce dernier élargit, grâce à sa transposition technologique, nos marges et nos espaces d'action" (Lübbe, 1983, 42).

4. Fin d'une époque - fin des modèles ?

Malgré les réserves énoncées concernant de nombreuses unilatéralités de l'analyse sociologique, nous ne nous trouvons probablement pas à la fin des modèles des sociétés industrielles et de leurs ramifications. Même s'il n'existe aucun script détaillé de l'avenir, cela n'implique pas un renoncement complet aux visions futures. Une société complexe ne pourrait se le permettre.

(1) On peut déduire de la critique de la variante optimiste qu'il faut prendre ses distances par rapport à une planification impérative. Les expériences attestent suffisamment que l'on ne peut ni commander ni contraindre la flexibilité et la créativité indispensables à un changement social productif. Le danger toujours latent de la planification impérative est précisément un argument *pour* une critique du futur, afin de reconnaître et d'empêcher suffisamment tôt toute monopolisation de l'opinion et de la création.

Un des domaines essentiels de la modélisation de l'avenir est justement celui de l'évolution et la régulation des compétences planificatrices, ainsi que de la coopération entre des potentialités créatrices aussi nombreuses que possible. Puisqu'on ne peut forcer l'innovation, toute vision d'avenir est toujours aussi une vision d'avenir des capacités d'auto-régulation, une analyse des facteurs les plus efficaces de la dynamique, la recherche d'une base d'application aussi large que possible. Sans elle, une société post-industrielle comme "société de connaissances et d'information" (D. Bell) n'est simplement pas réalisable.

(2) Assurément, le pessimisme au sujet de l'avenir, la critique de la science et le scepticisme quant aux pronostics montrent que des prédictions détaillées constituent une entreprise vaine. On ne peut néanmoins livrer l'avenir à lui-même. Il n'est pas certain que la société post-industrielle soit la plus viable de toutes les formations sociales. Le danger du renoncement à la planification réside dans le fait que l'on est amené à faire une politique de crise à très court terme, à être constamment dépassé par le développement et le changement, provoquant ainsi de nouvelles crises.

Nous ne pouvons renoncer à une vision d'avenir dont les fondements sont des données aussi pertinentes que possible, constituant le point de départ d'une planification. En fait aussi partie, l'analyse des limitations situatives probables et des constantes structurelles, même si elles ne sont pas définitivement démontrables.

Enfin, il s'agit de repérer les lignes possibles du développement et de stabiliser le souhaitable. Cela n'est cependant faisable que si nous possédons une "vision d'avenir", selon laquelle nous puissions

décider, qui comprenne nos orientations de valeurs, qui nous mobilise et qui permette de situer notre action dans une perspective à long terme. "Assurément, nous ne maîtrisons pas l'avenir et nous ne pouvons faire qu'une chose: garantir les capacités de développement de notre société. Mais ce seul objectif pourrait suffire. Le développement de systèmes complexes est devenu précaire et les possibilités de la science sont limitées; néanmoins, la seule alternative connue à la recherche scientifique, à la prestation de conseils et au guidage régulateur est le "chancellement" d'une crise à l'autre et la chute dans la catastrophe pour chaque deuxième ou troisième génération" (Bühl, 1985, 220).

5. Continuité, discontinuité et complexité

A la question fondamentale "Société industrielle - fin d'une époque ?" conférenciers et membres des divers groupes de travail ont fourni des réponses plus ou moins divergentes et quelquefois franchement opposées.

Certes, on ne s'étonne pas outre mesure de cette "incohérence" quand on songe aux *distances* possibles entre, d'une part, l'aspect global de l'interrogation ainsi formulée et, d'autre part, les domaines spécifiques et les niveaux plus restreints sur lesquels portent la plupart du temps les sociologies spéciales. Cela ne signifie toutefois pas que les sociologues ne fassent pas référence à la Grande Histoire ou à la Société dans son ensemble en construisant leur "objet d'étude spécialisé", mais cette relation est rarement posée avec l'ambition de globalité qui a présidé au choix des organisateurs du Congrès de Zurich ...

Quoi qu'il en soit, la problématique appelle une réflexion sur le changement !

Deux groupes l'ont d'ailleurs mentionné explicitement: 14) Problèmes de la société contemporaine. Révélateurs et scénarios de leur développement et 16) Discontinuités dans le changement social.

Remarquons d'emblée que l'analyse du *développement* suppose la fixation d'un avant et d'un après (dans des limites temporelles à définir précisément) et que la *discontinuité* ne peut pas être pensée sans référence à la continuité (à cause de l'asynchronie du changement).

Partant, on saisit toute la *complexité* qu'induit l'interrogation sur la fin d'une époque, dès lors

Helmut Schelsky – ein Soziologe in der Bundesrepublik

Eine Gedächtnisschrift von Freunden, Kollegen
und Schülern

Hrsg. von Prof. Dr. **H. BAIER**, Sozialwissenschaftliche
Fakultät der Universität Konstanz

1986. IX, 213 S., 15,5 × 23 cm, kart. DM 58,—
ISBN 3 432 95321 6

Soziologische Gegenwartsfragen — Neue Folge, Nr. 46
Herausbergremium der Soziologischen Gegenwartsfragen ab
Nr. 46: H. Baier, Konstanz; H. Klages, Speyer; B. Schäfers,
Karlsruhe; F. H. Tenbruck, Tübingen

In den Beiträgen dieses Bandes geben Freunde, Kollegen und
Schüler einen Überblick über das Gesamtwerk *Helmut Schelskys*.
Themen sind seine Herkunft aus der „Leipziger Schule“; seine
Wissenschaftsphilosophie und sein Verständnis der Sozial-
wissenschaften; die Familien- und Jugendsoziologie; seine Bei-
träge zur Institutionenlehre und Kulturanthropologie; die
Rechtssoziologie mit den Anstößen für einen Neo-Institutio-
nismus in der Rechtswissenschaft; die Universitätsgründung
in Bielefeld; die demoskopischen und sozialpolitischen Folge-
rungen aus seinen späten kritischen Schriften zum Wohlfahrts-
staat; schließlich seine Anstöße zur Medizinsoziologie.

Inhaltsübersicht:

Das Leben (1931). Ein Jugendgedicht Helmut Schelskys — 1982
veröffentlicht · Zum Gedächtnis (*H. Baier*) · Die Entzauberung
der Soziologie. Skizzen zu Helmut Schelskys Aktualisierung der

Weitere Bücher

Medizin im Sozialstaat. Medizinsoziologische
und medizinpolitische Aufsätze. Von H.
Baier. 1978. VI, 182 S., 13,5 × 20,5 cm, kart.
DM 30,—. ISBN 3 432 89691 3

**Wandlungen der deutschen Familie in der
Gegenwart.** Darstellung und Deutung einer
empirisch-soziologischen Tatbestandsauf-
nahme. Von H. Schelsky. 5., unveränd. Aufl.,
1967. 418 S., 16 × 24 cm, Ln. DM 48,—
ISBN 3 432 84795 5

**Sicherheit als soziologisches und sozialpoliti-
sches Problem.** Untersuchungen zu einer
Wertidee hochdifferenzierter Gesellschaften.
Von F.-X. Kaufmann. 2., umgearb. Aufl.,
1973. XII, 407 S., 24 Tab., 9 Übersichten,
<flexibles Taschenbuch> DM 25,80.
ISBN 3 432 82892 6

Macht. Von N. Luhmann. 1975. III, 156 S.,
<flexibles Taschenbuch> DM 13,80.
ISBN 3 432 87971 7

Vertrauen. Ein Mechanismus der Reduktion
sozialer Komplexität. Von N. Luhmann. 2.,
erw. Aufl., 1973. VIII, 120 S., <flexibles Ta-
schenbuch> DM 8,80. ISBN 3 432 83772 0

Ich bestelle aus dem
**Ferdinand Enke Verlag, Postfach 13 04,
D-7000 Stuttgart 1**, über die Buchhandlung:

..... Expl. Baier, Helmut Schelsky
1986. Kart. DM 58,—

..... Expl.

..... Abonnement „Zeitschrift für So-
ziologie“ Bezugspreis jährlich
DM 114,— und Versandkosten
..... Ich wünsche ein kostenloses
Probeheft

Datum/Unterschrift:

Rechtshinweis: Diese Bestellung kann inner-
halb 8 Tagen beim Verlag (Ferdinand Enke
Verlag, Postfach 13 04, D-7000 Stuttgart 1)
widerrufen werden. Zur Wahrung dieser
Frist genügt die rechtzeitige Absendung der
Widerrufserklärung (Poststempel). Diesen
Hinweis habe ich zur Kenntnis genommen
und bestätige es durch meine 2. Unterschrift.
2. Unterschrift:

(Adresse)

(Datum, Unterschrift)

Preisänderungen vorbehalten
E 351 SZS 10. 12. 85. nm. Printed in Germany

ANTWORTKARTE

Ferdinand Enke Verlag
Postfach 1304

D-7000 Stuttgart 1

Bitte
ausreichend
freimachen
Please stamp
sufficiently

„Leipziger Schule“ (*E. Üner*) · Kontinuität und Wandel im Wirklichkeitsverständnis Helmut Schelskys (*H. Klages*) · Helmut Schelsky im Zenit. Ortsbestimmung der deutschen Gesellschaft 1947—1970 (*W. Hildebrandt*) · Helmut Schelskys Familiensoziologie (*H. Tyrell*) · Helmut Schelskys Jugendsoziologie: „Prinzip Erfahrung“ contra „Jugendbewegtheit“ (*B. Schäfers*) · Schelsky und die Kulturanthropologie (*K. Messelken*) · Institution, Reflexion und Freiheit — Wege in Widersprüche. Helmut Schelskys Institutionenlehre (*W. Lipp*) · Metaphysik und Politik (*V. Gerhardt*) · Die Normentheorie Helmut Schelskys als Form eines Neuen Institutionalismus im Rechtsdenken der Gegenwart (*W. Krawietz*) · Öffentlichkeit und Rechtsbegriff. Zu Helmut Schelskys Leitideen des Rechts (*A. Holtwick-Mainzer*) · Helmut Schelsky als Universitätsgründer (*H. Lübke*) · Helmut Schelsky: Hochschulreformer „auf eigene Faust“. Zur Vorgeschichte der Bielefelder Universitätsgründung (*K. D. Bock*) · Der selbständige Mensch. Ein theoretisches Konzept Schelskys wird empirisch mit einer „Skala der Persönlichkeitsstärke“ untersucht (*E. Noelle-Neumann*) · Selbständigkeit — oder warum politisch vertan wird, was der gesellschaftliche Wandel möglich macht (*M. Zöller*) · Die Medizin in der wissenschaftlich-technischen Zivilisation (*H. Baier*)

Zeitschrift für Soziologie

eine der führenden soziologischen Fachzeitschriften

Aktueller denn je!

Das sechsmalige Erscheinen und die kürzeren Publikationszeiten für einen Beitrag fördern die wissenschaftliche Diskussion und Kritik.

ZfS – Das Forum für die soziologische Profession

Die ZfS spiegelt jetzt noch besser und umfassender das gesamte Spektrum der modernen professionellen Soziologie wider. Sie informiert über Ergebnisse wichtiger empirischer Untersuchungen ebenso wie über den aktuellen Stand der Theorie- und Methodendiskussion auf allen Gebieten der Soziologie.

Genügt strengsten internationalen Standards

Die Auswahl der Beiträge erfolgt nach geregelten Kriterien durch ein turnusgemäß wechselndes Herausbergremium, das durch einen unabhängigen Beirat unterstützt wird.

Alle Beiträge werden ausschließlich unter den Gesichtspunkten wissenschaftlicher Qualität und Relevanz für den Fortschritt soziologischer Theorie und Praxis ausgewählt.

Zeitschrift für Soziologie

Band 15 (1986) ISSN 0340-1804

Herausgeber: B. Badura, Oldenburg; H.-D. Evers, Bielefeld; Th. Luckmann, Konstanz; K. U. Mayer, Berlin; W. Rammert, Bielefeld.

Redaktion: W. Rammert, Bielefeld.

Erscheint zweimonatlich. 6 Hefte bilden einen Band. Bezugspreis jährlich DM 114,— (geb. DM 142,—) und Versandkosten. Vorzugspreis für Studenten DM 57,— und Versandkosten. Einzelheft DM 23,75 und Versandkosten.

Weitere Bücher

Soziologische Gegenwartsfragen:

Jugendliche Bandendelinquenz. Über Vergesellschaftung von Jugendlichen in den Elendsvierteln der Großstädte. Von T. v. Trotha. 1973. VI, 182 S., 15,5 × 23 cm, kart. DM 39,—. ISBN 3 432 87371 9 (Soziologische Gegenwartsfragen, Nr. 39)

Vagabunden in der Großstadt. Teilnehmende Beobachtung in der Lebenswelt der „Sandler“ Wiens. Von R. Girtler. 1980. VIII, 132 S., 15,5 × 23 cm, kart. DM 39,—. ISBN 3 432 90931 4 (Soziologische Gegenwartsfragen, Nr. 44)

Die soziale Steuerung der Arzneimittelversorgung. Bedürfnis — versus Budgetsteuerung im Gesundheitswesen. Von D. Nord. 1982. XIV, 190 S., 6 Abb., 9 Tab., 15,5 × 23 cm, kart. DM 53,— ISBN 3 432 92521 2 (Soziologische Gegenwartsfragen, Nr. 45)

Sozialisation

Stellt die Frühkindheit die Weichen?

Eine Kritik an der Lehre von der schicksalshaften Bedeutung erster Erlebnisse

Von C. Ernst, N. von Luckner

1985. XII, 184 S., 1 Abb., zahlr. Tab., 15,5 x 23 cm, kart. DM 36,— ISBN 3 432 94921 9
Forum der Psychiatrie, Neue Folge 23

Dieses Buch wendet sich gegen die Lehre von der Allmacht der frühkindlichen Erlebnisse, von der schicksalshaften Bedeutung der frühen Mutterbeziehung und von der prägenden traumatischen Wirkung einer Trennung von der Mutter. Auf Grund einer Literaturübersicht wird nachgewiesen, daß die „Frühdeprivation“ (Früh-kindheit in einem Heim mit wechselnder Betreuung und geringer Anregung) weder die intellektuelle noch die affektive Entwicklung beeinträchtigt, sofern – wie bei der Adoption – später der Übertritt in eine Anregung und Dauerbeziehungen vermittelnde Umge-bung möglich ist. Das bestätigt die u.W. einzige Realzeit-Längs-schnittstudie frühdeprivierter Kinder in der Pubertät: Deren – häufige – psychischen Störungen haben keinen Zusammenhang mit den Bedingungen der Frühkindheit, sondern mit den zahlrei-chen Belastungen im Milieu der späteren Kindheit.

Autonomiepotentiale familialer Sozialisation

Personale und soziale Differenzierung als Grundlage der neuorientier-ten sozialstrukturellen Sozialisationsforschung

Von H.-J. SCHULZE

1985. XIV, 282 S., 14,8 x 21 cm, (Copythek) DM 35,— ISBN 3 432 94821 2

Aus einer exemplarisch-systematischen Kritik einflußreicher Arbeiten im Rahmen einer schichtspezifischen Sozialisationsforschung heraus entwickelt der Autor das Ziel, die sozialstrukturelle Sozialisations-forschung auf eine neue Grundlage zu stellen. Diese Grundlage ist das Konzept der Systemdifferenzierung und dessen – an einem Leitgedan-ken von Georg Simmel entwickelte – Perspektive der Inbeziehung-setzung von sozialer und personaler Differenzierung.

Umweltbedingungen familialer Sozialisation

Beiträge zur sozialökologischen Sozialisationsforschung

Herausgegeben von L.A. Vaskovics

1982. XVI, 376 S., 29 Abb., 19 Tab., (flexibles Taschenbuch) DM 29,80
ISBN 3 432 91391 5
Der Mensch als soziales und personales Wesen, Band 6

Organisationssoziologie der Schule

Motivation, Verwaltung, Differenzierung

Von J.M. Niederberger

1984. VIII, 188 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 39,— ISBN 3 432 94631 7

Beim Erscheinen mancher Bücher merkt man in dem Moment, wenn man sie in die Hand nimmt, daß sie längst überfällig sind, daß das behandelte Thema offensichtlich bisher vernachlässigt wor-den ist. Zu diesen Büchern gehört das vorliegende Werk von Nie-derberger (. . .) Letztendlich geht Niederberger jedoch nicht in der positivistischen „Was ist, das ist-Position“ unter, sondern schafft es – vor allem durch seine differenzierte, an der Realität orientierte Analyse – die Stellen der scheinbar unabdingbaren Wechselbeziehungen in der Institution Schule aufzuzeigen, an denen tatsächlich ein Ausbruch aus dem bürokratischen Kreislauf möglich ist.“

Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung, 4/1985

Abweichendes Verhalten/ Kriminologie

Kriminologie im Spannungsfeld von Kriminalpolitik und Kriminalpraxis

Von M. Brusten, J.M. Häußling, P. Malinowski

1986. X, 331 S., 24 Abb., 15,5 x 23 cm, kart. DM 72,— ISBN 3 432 95681 9
Kriminologie, Band 22

Ausgehend von der Diskussion des IX. Internationalen Kongresses für Kriminologie in Wien befassen sich die hier vorliegenden „Bei-träge der Deutschen Kriminologie“ mit verschiedenen aktuellen Konflikt- und Einflußstrukturen zwischen Kriminologie, Kriminal-politik und Kriminalpraxis. Die Thematik umfaßt Probleme der staatlichen Institutionalisierung kriminologischer Forschung und ihren Einfluß auf die Organisation kriminalpraktischer Maßnahmen, Probleme der Entstehung neuer strafrechtlicher Normen und kon-krete Probleme der formellen und informellen Sozialkontrolle so-wie Ansätze zur Prävention von Delinquenz.

Sozialisationsbedingungen jugendlicher Straftäter

Familie, Schule, Beruf und Freizeit bei jungen Straffälligen – eine empirische Untersuchung

Von G. Bauer, K. Winkler von Mohrenfels

1985. VIII, 130 S., 49 Tab., 15,5 x 23 cm, kart. DM 48,— ISBN 3 432 95301 1
Kriminologie, Nr. 21

Aus dem im theoretischen Teil der Arbeit näher dargestellten „Mehrfaktorensatz“ der die Herkunft Delinquenter aus einem „Multiproblemmilieu“ postuliert, leiten sich die Hypothesen für die dargestellte Vergleichsuntersuchung an straffälligen und nicht-straffälligen Jugendlichen ab. Es werden dabei Kombinationen von Sozialisationsmerkmalen ausfindig gemacht, die sich als besonders kriminogen erweisen. Weiterhin versuchen die Autorinnen, Bedin-gungen für eine erneute Rückfälligkeit der entlassenen Straftäter zu finden.

Rückfallkriminalität. Führerscheinentzug

Bericht über die XXIII. Tagung der Gesellschaft für die gesamte Kriminologie vom 10.–12. Oktober 1985 in Salzburg

Herausgegeben von H. Göppinger, R. Vossen

1986. X, 196 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 36,— ISBN 3 432 95581 2
Kriminologische Gegenwartsfragen, Heft 17

Der Band enthält Vorträge zu zwei Leitthemen: Zum Themenbe-reich „Rückfallkriminalität“ werden die normative Behandlung des Rückfalls im deutschen, österreichischen und schweizerischen Recht beleuchtet und die Probleme der Praxis im Hinblick auf die Erfas-sung und Beurteilung des Rückfalls bzw. des Rückfalltäters sowie Art und Ausgestaltung der Sanktion erörtert. Im Mittelpunkt der Vorträge zum Themenbereich „Führerscheinentzug“ steht der rück-fällige Verkehrstäter, insbesondere im Zusammenhang mit der Ent-ziehung und der Wiedererteilung der Fahrerlaubnis, aus der Sicht des Praktikers ebenso wie aus der des Kriminalpolitikers.

Trinkgewohnheiten

Eine empirische Untersuchung über Trinkverhalten und Alkoholis-mus in Saarbrücken

Von O. Stein

1985. 259 S., 9 Abb., 100 Tab., 14,8 x 21 cm (Copythek) DM 35,— ISBN 3 432 95371 2

Der Alkoholkonsum und die Alkoholismusrate steigen in der Bun-desrepublik Deutschland ständig an. Am Beispiel von Verhalten und Einstellungen der Bevölkerung Saarbrückens werden die kultu-relle Bedeutung des Alkohols und seine positiv bewerteten Funk-tionen im Alltagsverhalten dargestellt. Zahlreiche Befragungsergeb-nisse zeigen, daß „normales“ Trinkverhalten durch eindeutige, von allen sozialen Schichten getragene Normen geregelt und positiv be-wertet wird, daß die Wahrnehmung exzessiven Trinkens von den so-zialen Merkmalen der Alkoholkonsumenten abhängig ist und die Krankheit „Alkoholismus“ weitgehend sozialen Etikettierungspro-zessen unterliegt.

Straftäter in der Psychiatrie

Situation und Tendenzen des Maßregelvollzuges

Herausgegeben von G. Blau, H. Kammeier

1984. XIV, 230 S., 4 Abb., 2 Tab., 15,5 x 23 cm, kart. DM 68,— ISBN 3 432 94331 8
Kriminologie, Nr. 20

Opfer und Strafzumessung

Ein Beitrag zur Systematik und Dogmatik der richterlichen Straf-zumessung

Von M. Maeck

1983. XII, 167 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 52,— ISBN 3 432 93311 8
Kriminologie, Nr. 19

Zeitschrift für Soziologie

Band 15 (1986)

Herausgeber: B. Badura, Oldenburg; H.-D. Evers, Bielefeld; Th. Luckmann, Konstanz; K.U. Mayer, Berlin; W. Rammert, Bielefeld

Redaktion: W. Rammert, Bielefeld

Erscheint zweimonatlich.

Bezugspreis jährlich: DM 114,— (geb. DM 142,—)
Für Studenten: DM 57,—
Einzelheft: DM 23,75
Versandkosten Inland: DM 8,28
Ausland: DM 9,60 ISSN 0340-1804
Einbanddecken lieferbar

Soziologie

Mitteilungsblatt der Deutschen Gesellschaft für Soziologie

Jahrgang 1986

Herausgegeben von der Deutschen Gesellschaft für Soziologie, Redaktion im Auftrag des Vorstandes der DGS: G. Endruweit, Stuttgart

Erscheint halbjährlich.

Bezugspreis jährlich: DM 38,— ISSN 0340-918X
Einzelheft: DM 23,75
Versandkosten Inland: DM 3,76
Ausland: DM 5,10 Preisänderungen vorbehalten

Sozial-wissen-schaften

Ferdinand Enke Verlag Stuttgart

Wirtschaft

Wirtschaftssoziologie

Grundlegung – Hauptgebiete – Zusammenschau

Von **Th. Kutsch, G. Wiswede**
Unter Mitarbeit von W. Eisser

1986. XII, 296 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 39.–
ISBN 3 432 95361 5

In der Soziologie der Nachkriegszeit wurden wirtschaftsbezogene Fragestellungen zunehmend in speziellen Soziologien aufgegriffen. In der Folge haben diese Segmente ein gegeneinander abgegrenztes Eigenleben entwickelt. Diese Auffächerung ist unübersichtlich, fast unüberschaubar geworden. Es erscheint daher sinnvoll, die einzelnen Bereiche in einer koordinierten und wechselseitig abgestimmten Form darzustellen und zu einem Gesamtbild zusammenzufügen, in dem auch zentrale Aspekte gegenwärtiger ökonomischer Entwicklung, wirtschaftlicher Konfliktefelder und sozialer Problemlagen erkennbar sind.

Produktivität und Menschlichkeit

Organisationsentwicklung und ihre Anwendung in der Praxis

Von **H. Becker, I. Langosch**

1984. VIII, 291 S., 44 Abb., (flexibles Taschenbuch) DM 29,80
ISBN 3 432 94131 5

Dem Anspruch, das Gebiet der Organisationsentwicklung überschaubar zu machen, wird die Schrift voll gerecht: Insofern ist sie sowohl für Studenten (also als Problemeinstieg für OE-Neulinge) als auch für Praktiker (die sich zusammenfassend über grundlegende OE-Gedanken informieren wollen) gut geeignet. Zeitschrift für Führung und Organisation, Heft 2/1985

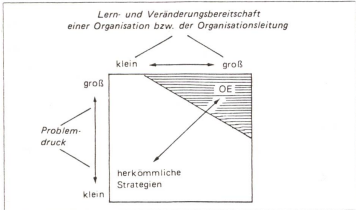


Abb. 26 Zusammenhang zwischen Problemdruck und Lern- und Veränderungsbereitschaft

Messung der Organisationsstruktur

Eine Dokumentation von Instrumenten zur qualitativen Erfassung von Organisationsstrukturen

Von **H. Kubicek, G. Welter**

1985. VIII, 1221 S., 17 x 24 cm, geb. DM 198.–
ISBN 3 432 95061 6

Personalführung und soziale Kontrolle

Von **K. Türk**

1981. VIII, 216 S., 39 Übersichten, 15,5 x 23 cm, kart. DM 55.–
ISBN 3 432 92341 4

Führung

Ideologie – Struktur – Verhalten

Von **O. Neuberger**

2., durchgesehene Aufl. 1985. VI, 216 S., 24 Abb., 14,8 x 21 cm, kart. DM 19,80
ISBN 3 432 94052 1
Basistexte Personalwesen, Band 3

Allgemeine Soziologie

Helmut Schelsky – ein Soziologe in der Bundesrepublik

Eine Gedächtnisschrift von Freunden, Kollegen und Schülern

Herausgegeben von **H. Baier**

1986. IX, 213 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 58.–
ISBN 3 432 95321 6

Soziologische Gegenwartfragen, Nr. 46

Ein Gelehrter wirkt dauerhaft allein durch sein Werk; – Schelskys prägende Rolle für die deutsche Soziologie nach dem Zweiten Weltkrieg macht es offenbar. In den Beiträgen dieses Bandes geben Freunde, Kollegen und Schüler einen Überblick über das Lebenswerk. Themen sind seine Herkunft aus der „Leipziger Schule“; seine Wissenschaftsphilosophie und sein Verständnis der Sozialwissenschaften; die Familien- und Jugendsoziologie; seine Beiträge zur Institutionenlehre und Kulturanthropologie; die Rechtssoziologie mit den Anstößen für einen Neo-Institutionalismus in der Rechtswissenschaft; die Universitätsgründung in Bielefeld; die deskonkypischen und sozialpolitischen Folgerungen aus seinen späten kritischen Schriften zum Wohlfahrtsstaat; schließlich seine Anregungen zur Medizinsoziologie.

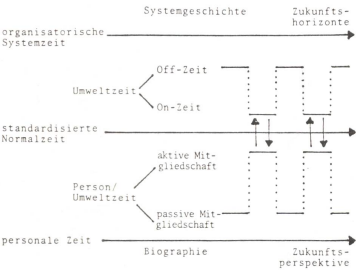
Die mißverstandene Freizeit

Freizeit als soziales Zeitarrangement in der modernen Industriegesellschaft

Von **Th. M. Bardmann**

1986. IV, 284 S., 14,8 x 23 cm, (Copythek) DM 35.–
ISBN 3 432 95441 7

Dieses Buch ist der erste Versuch, den Freizeitbegriff konsequent von der Arbeitskategorie zu lösen und ihn systemtheoretisch neu zu begründen. Besondere Beachtung finden dabei zeit- und organisationssoziologische Überlegungen. Das gängige freizeitsoziologische Verständnis wird damit radikal in Frage gestellt.



Sozialstruktur und Wandel der Bundesrepublik Deutschland

Ein Studienbuch zu ihrer Soziologie und Sozialgeschichte

Von **B. Schäfers**

4., neu bearb. und aktualisierte Aufl. 1985. XVIII, 243 S., 2 Abb., 61 Tab., 12 x 19 cm (flexibles Taschenbuch) DM 16,80
ISBN 3 432 87954 7
Gemeinschaftsausgabe mit dtv, München

Für die vierte Auflage wurden alle Kapitel überarbeitet und aktualisiert, das Kapitel „Gründung der Bundesrepublik“ völlig neu gestaltet. Der Leser erhält einen umfassenden Einblick in die Gesellschaftsstruktur der Bundesrepublik, in die soziale Klassen-Schichtbildung und die Dynamik des sozialen Wandels seit Beginn der Industrialisierung und Verstädterung im vorigen Jahrhundert. Vorrangig werden Struktur und Wandel der Bevölkerung, der Familie und der Jugend, der Städte und Gemeinden, der Bildung und Ausbildung, des politischen und des ökonomischen Systems und der sozialen Sicherheit behandelt.

Einführung in die Geschichte der Soziologie

Von **F. Heckmann, F. Kröll**

1984. VIII, 152 S., (flexibles Taschenbuch) DM 19,80
ISBN 3 432 94081 5

Wertkrise und Gesellschaftsreform

Emile Durkheims Schriften zur Politik

Von **H.-P. Müller**

1983. XII, 248 S., 12 Schemata, 15,5 x 23 cm, kart. DM 42.–
ISBN 3 432 93441 6

„Die sehr detaillierte Rekonstruktion des Durkheimschen Ansatzes durch *Hans Peter Müller* weist sehr direkt auf einige der spezifischen Gründe für eine *Durkheim*-Renaissance in unserer Zeit hin, in der allumfassende utopische Gesellschaftstheorien und die Kritik der Arbeitsteilung als Quelle von Ausbeutung und psychischem Elend an Anziehungskraft verlieren und Individualismus und Pluralismus in politischen Auseinandersetzungen wieder zu fast unangreifbaren Werten geworden sind.“ Soziologische Revue, 1985

Entscheiden und Handeln

Eine Analyse individualistisch-rationaler Entscheidungsmodelle. Beispiel „Empfängnisverhütung“

Von **K. Oeter**

1984. XX, 319 S., 12 Abb., 14,8 x 21 cm (Copythek) DM 36.–
ISBN 3 432 87741 2

Sexualität

Sexualität im sozialen Wandel

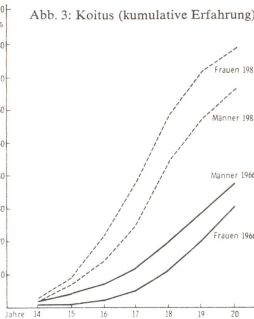
Eine empirische Vergleichsstudie an Studenten 1966 und 1981

Von **U. Clement**

1986. VIII, 129 S., 7 Abb., 72 Tab., 15,5 x 23 cm, kart. DM 44.– (Mitgliedspreis DM 35,20)
ISBN 3 432 95471 9
Beiträge zur Sexualforschung, Band 61

Dieser bisher einzigen deutschen Zeitvergleichsuntersuchung liegen die beiden umfangreichsten Sexualbefragungen zugrunde, die jemals im deutschen Sprachraum durchgeführt wurden. Die fünfzehn Jahre zwischen beiden Untersuchungen umfassen eine Phase des Wandels von sexuellem Verhalten und sexuellen Normen, der häufig als „revolutionär“ bezeichnet wurde. Die Studie dokumentiert im einzelnen diese Veränderungen.

Abb. Clement, Sexualität im sozialen Wandel



Die transsexuelle Frau

Zur Entwicklung und Beeinträchtigung weiblicher Geschlechtsidentität

Von **K. Désirat**

1985. VIII, 139 S., 15,5 x 23 cm, kart. DM 44.– (Mitgliedspreis DM 35,20)
ISBN 3 432 95221 X
Beiträge zur Sexualforschung, Band 60

Grundlagen und Probleme menschlicher Sexualität

Von **J. Bancroft**

Unter Mitarbeit von Ph. Myerscough
Übersetzt von B. Strauß
Mit einem Vorwort von G. Schmidt

1985. X, 442 S., 57 Abb., 19 Tab., 15,5 x 23 cm, kart. DM 68.–
ISBN 3 432 94561 2

Aus dem Vorwort von Prof. *Gunter Schmidt*: Ich kenne kein anderes Buch, auch nicht im internationalen Vergleich, das die Ergebnisse der empirisch arbeitenden Sexualforschung so überschaubar, kenntnisreich, zugleich kritisch abwägend und verständlich präsentiert. Die Fachkollegen werden *John Bancroft* danken, daß er ihre vielfältigen Bemühungen mit dieser Konzentration zusammengetragen und geordnet hat; sie werden seine Arbeit als willkommenes Nachschlagewerk selber benutzen und es ihren Studenten als ein lang vermaßtes Lehrbuch der empirischen Sexualforschung empfehlen. Berufsgruppen, die in ihrer Praxis mit sexuellen Problemen konfrontiert sind – vor allem Ärzte, Psychologen, Sozialarbeiter – werden dieses Buch als Unterstützung für ihre Arbeit nutzen.

Ich bestelle aus dem FERDINAND ENKE VERLAG,
Postfach 1304, D-7000 Stuttgart 1, über die Buchhandlung:

..... Expl.

..... Expl.

..... Expl.

..... Expl.

..... Abonnement „Zeitschrift für Soziologie“ Bezugspreis
jährlich DM 114,— und Versandkosten

..... Ich wünsche ein kostenloses Probeheft

..... Abonnement „Soziologie“ Bezugspreis jährlich DM 38,—
und Versandkosten

..... Ich wünsche ein kostenloses Probeheft

Datum/Unterschrift

Rechtshinweis: Diese Bestellung kann innerhalb 8 Tagen beim Verlag
(Ferdinand Enke Verlag, Postfach 1304, D-7000 Stuttgart 1) widerrufen
werden. Zur Wahrung dieser Frist genügt die rechtzeitige Absendung
der Widerrufserklärung (Poststempel). Diesen Hinweis habe ich zur
Kenntnis genommen und bestätige es durch meine 2. Unterschrift.

2. Unterschrift

Preisänderungen vorbehalten

Name und Anschrift:

Datum/Unterschrift:



Ferdinand Enke Verlag Stuttgart

Name:

.....

Adresse:

.....

.....

.....

Datum und Unterschrift:

.....

E 357 SZ 11,5. 6. 86. Printed in Germany

*Bitte
ausreichend
freimachen*

Please stamp
sufficiently

ANTWORTKARTE

Ferdinand Enke Verlag

Postfach 1304

D-7000 Stuttgart 1

- que les points de repère historiques peuvent supporter une vision à court, à moyen ou à très long terme,
- que les points de repère socio-géographiques renvoient parfois au milieu local ou régional, parfois à la société nationale ou même à la structure mondiale,
- que le changement structurel et le changement culturel (en interdépendance) peuvent être analysés à un niveau macro, méso ou micro-social,
- que les stratégies possibles des acteurs sont multiples à tous ces niveaux; que des contradictions et des effets pervers sont monnaie courante dans le champ de l'action (cf. par exemple les décalages entre les discours et les pratiques).

Qu'ils soient les tenants de la thèse de la discontinuité *ou* de la continuité (plus rarement de la discontinuité *et* de la continuité), les auteurs des articles de ce numéro proposent, énumèrent et rappellent un nombre considérable de notions et de concepts susceptibles de caractériser d'une part la société industrielle et d'autre part une société en devenir à la naissance de laquelle nous assistons et participons depuis quelques années ...

- a) Ceux qui défendent la thèse de la *continuité* soulignent en fait que dans la société industrielle de nombreux secteurs ne sont pas encore industrialisés (c'est-à-dire soumis à la logique de la production/consommation/gestion industrielle). Par conséquent, il reste encore de beaux jours et de beaux espaces pour l'industrialisation:

les arts, le temps libre, les activités domestiques, les voyages, les fêtes, etc..

Pour ces analystes, la nouvelle société n'est donc pas "autre"; selon un point de vue *quantitatif*, elle constitue simplement une extension de la société industrielle: elle est *omni-industrielle, industrielle avancée, néo- ou hyper-industrielle*.

- b) Ceux qui défendent la thèse de la *discontinuité* pointent pour leur part des ruptures dans l'évolution de la civilisation industrielle, en prenant notamment en compte les nouvelles technologies ou les innovations de tous genres et leur influence dans divers secteurs de l'activité humaine (communication, organisation, information permanente, réseaux interpersonnels et informels), l'émergence de la société duale et de nouveaux conflits, etc..

Selon un point de vue *qualitatif*, ces analystes mettent l'accent sur des valeurs et des modèles "au-delà de l'industriel" dans la nouvelle société: elle est (ou sera bientôt) *post-industrielle* ou *post-moderne*.

Notre propos ne vise pas en l'occurrence à trancher en faveur de la première ou de la seconde interprétation, tant il nous semble évident que "le point de vue crée (en grande partie) l'objet"; mais, à nos yeux, les chercheurs ne devraient pas considérer les thèses de la continuité (reproduction)/de la discontinuité (production) comme des positions mutuellement exclusives ! Dans une étude sur l'évolution actuelle de nos sociétés, nous estimons en effet plus fécond de les tenir pour les *deux faces intimement liées* (avec de multiples facettes) du processus de transformation en cours.

Plusieurs auteurs partagent cet avis (sur la complexité !):

- en soulignant le caractère non linéaire des transformations sociétales (phénomènes cycliques, circularité),
- en insistant sur les ruses de la raison et sur les paradoxes de l'action sociale ou sur les réminiscences et le recours nostalgique aux paradis perdus,
- en pointant des zones de clarté (visibilisation) et d'ombre (invisibilisation) dans nos systèmes sociaux,
- en parlant du présent (Neuzeit) comme d'une période de transition, d'inter-règnes, d'érosion en même temps que de cimentation, de formes mélangées (cristallines et labiles), de champs et de niveaux spécifiques, etc..

C'est bien entendu dans le cadre d'une démarche concrète que tous ces ingrédients sont articulés et mis en perspective théorique. En voici deux exemples:

1. Par son étude des mouvements de protestation des jeunes à la fin des années 60 et 70, M. Prisching montre que, sur le plan des représentations, les changements ne se sont pas produits de la même manière aux niveaux économique, politique et communautaire (styles de vie et images du monde):

"Meine These lautet, dass sich von der 60er zu den 70er Jahren, von der Studenten- zur Alternativbewegung, eine weitgehende Kontinuität in der 'gemeinschaftlichen Kultur', eine nur teilweise Kontinuität in der 'politischen Kultur', aber ein radikaler Abbruch in der 'ökonomischen Kultur' verzeichnen lässt".

2. C'est sans conteste à un déplacement radical du regard sociologique sur les systèmes d'action (en particulier dans le monde du travail) auquel nous convie H. Geser lorsqu'il insiste sur l'importance grandissante de la "non action" dans nos "sociétés actives".

"Im Anfang war die Tat" (le plein, la présence, le productif, le visible, le relief, l'explosion, la marque, le cen-

tre...) - "Am Ende steht das Unterlassen" (le vide, l'absence, l'improductif, l'invisible, le manque, l'implosion, l'effacement, la marge...):

comment interpréter l'émergence et l'évaluation sociale du jeu de ces contraires à l'heure actuelle ? dans notre civilisation dite du labeur, quelle(s) signification(s) les sociologues vont-ils désormais attribuer à cet "affrontement" capital entre die TAT et das UNTERLASSEN ?

Enjeux et changement(s) qu'à l'évidence la crise renforce et visibilise !

6. Revenons à la crise ...

Si la croissance tend à favoriser les hypothèses audacieuses, les risques de l'engagement intellectuel et les projections dans l'avenir, la récession tend au contraire à entraîner des replis frileux sur soi et un retour aux sources sécurisantes (histoire, passéisme, intégrisme, formalisme). Il s'agit, on le voit, d'une question "vitale" ou philosophique beaucoup plus que d'un problème strictement scientifique, méthodologique ou technique.

Ainsi, au lieu de mettre l'accent sur les limites (probables et sans doute pour une grande part d'entre elles bien connues) que les instruments d'analyse utilisés par les sociologues fixent à la saisie d'une *mutation sociale globale*, deux ou trois auteurs indiquent que les sciences ne sont jamais au-dessus des "mêlées socio-historiques" ! Sans tomber dans l'excès des théories du reflet ou de la détermination totale de la superstructure par l'infrastructure, ces épistémologues notent à juste titre que les disciplines scientifiques se nourrissent nécessairement à la substance des représentations et des catégories d'entendement de leur époque - qu'elles contribuent en retour à alimenter !

Une question posée par exemple par les membres du groupe 14 traduit excellemment l'idée que la production des connaissances sociologiques est fortement conditionnée par l'esprit de notre temps:

"Kann eine Wissenschaft wie die Soziologie... ohne Zukunft eine Zukunft haben ?"

En prenant la crise au sérieux, il faut oser s'interroger alors, comme le suggère Touraine (1985), sur les capacités de la sociologie et des sociologues à se placer dans une situation de déséquilibre et à renoncer à une certaine sécurité intellectuelle: parce que s'il y a crise, "il y a aussi crise de la sociologie de la crise ! (...).

Lorsqu'ils se présentent comme sociétés, les pays occidentaux s'identifient à *l'universel de la raison* ... et, c'est à partir de cette image de la société définie dans sa rationalité que nous avons pensé et continuons à penser la crise ..."

Et Touraine insiste sur ce fait majeur qu'aujourd'hui *l'universalisme a disparu*: un méta-code de communication, la raison comme essence de la vie sociale permettant de penser crise - marginalité - déviance - pathologie ...

Cette perte d'une référence commune, d'une transcendance, de points de repère fixes, bref d'une source unique de la raison (imposée jusqu'ici par les élites traditionnelles), entraîne immanquablement de multiples effets de sens, parmi lesquels le plus important est sans doute qu'il nous oblige à *inventer* de nouvelles manières de penser le présent et l'avenir de nos sociétés.

Peut-être est-ce à cette tâche que les organisateurs du Congrès de Zurich souhaitaient que nous consacrons le meilleur de nos réflexions ? Les articles publiés dans ce numéro montrent que cette attente a été partiellement satisfaite - ou mieux qu'une poignée de sociologues cherche à ouvrir de nouvelles voies d'analyses. Et ils ont raison d'insister sur les nouvelles technologies, sur l'individualisation des phénomènes, sur de nouveaux mouvements culturels et politiques, sur de nouvelles formes de division du travail, etc..

Car, pour l'exprimer de façon résumée, quel que soit notre souci de comprendre la "transition" que nous vivons à l'heure actuelle sous ses aspects "faits, analyses, perspectives", nous avons à inventer l'avenir de la sociologie à travers une vision imaginative, prospective et utopique des phénomènes émergents: vers de nouveaux regards, vers de nouveaux langages ...

7. Esquisse d'une interprétation d'impressions et d'observations

Le caractère exceptionnel du Congrès de Zurich résulte d'une série de faits qui ont été relevés lors de sa préparation déjà et durant son déroulement: la présence de ténors actuels de la sociologie européenne, la multiplicité des groupes de travail et des contributions (dont plus de 60 ont été proposées à la publication dans ce Numéro spécial), les positions épistémologiques, les orientations théoriques très différentes des travaux présentés, la diversité du diagnostic et du pronostic posés concernant l'état (organique ou convalescent du moins récupérable) des sociétés industrielles. Nous n'allons pas tenter une explication de ce phénomène d'engouement que le thème du Congrès a provoqué.

La palette très large des objets de réflexion a permis à beaucoup de se situer par rapport à la problématique. D'autres ont pu se sentir libérés des pesanteurs théoriques et empiriques et trouver dans ces journées l'occasion enfin concédée d'explicitier et de formaliser des anticipations, des questions quant au futur, des craintes qui pas assez orthodoxes et peu scientifiques sont habituellement freinées par des inhibitions académiques ou bloquées par des censures disciplinaires. Il faut une sécurité statutaire bien solide, ou au contraire une inconscience, corollaire d'une position peu assurée dont les risques ne peuvent être contrôlés et amoindris que par la permission situationniste à la transgression ritualisée (un Congrès sérieux consacré à un thème aussi difficilement prévisible que l'avenir), pour oser se livrer à l'exercice prophétique ou aux discours normatifs, ou simplement à des interprétations audacieuses d'un futur hasardeux.

D'autres encore y ont perçu et investi le devoir quasi ascétique leur ordonnant le devoir presque ascétique de mettre en évidence le poids des déterminismes structurels et l'inertie et la pesanteur des enracinements culturels, afin de mettre en garde contre une imagination sociologique qui, débordant des cadres sûrs de référence, risque de subvertir, selon eux, la crédibilité de la sociologie, et ceci à une époque déjà si difficile à vivre.

Quelles qu'aient été les motivations plus ou moins inconscientes d'une participation aussi forte, le fait est là que beaucoup ne pouvaient laisser passer cette occasion de faire la fête à la société industrielle, objet même de la sociologie. Comme toute cérémonie collective, la fête a pour fonction latente de revigorer le système normatif et de renforcer les liens entre les membres du groupe, et plus fondamentalement de réassurer ces derniers sur l'existence de la référence - qui peut être un principe abstrait, un modèle de pensée, par exemple la société industrielle. L'inquiétude de la fin, paradoxalement exacerbée et non apaisée par l'interrogation, a pu à cet égard constituer le vecteur de mobilisation principal: il fallait soit se réassurer sur place de la continuité de l'objet, soit discerner avec d'autres les formes nouvelles qu'il a déjà prises, ou va prendre, soit encore apprendre à se réorienter en fonction d'une référence éventuellement différente (société post-moderne ou amorce d'une formation sociale nouvelle qui, en train de se constituer, n'a pas encore traduit des signes pouvant être systématisés).

Ce n'est donc pas l'incertitude fondamentale de l'avenir seulement qui a forgé un style largement répandu dans la manière d'approcher le thème, tel que la grande majorité des contributions le caractérise: la multiplication des locutions de prudence, dans l'introduction et les passages-clefs des contributions, la mise en garde contre des interprétations trop généralisantes, l'insistance sur

les aspects provisoires des thèses et des démonstrations, les réserves mises en avant quant au travail effectué et présenté, comme s'il fallait d'emblée quémander l'indulgence des auditeurs et lecteurs pour l'audace d'avoir osé s'affronter à une telle tâche. Mais tout se passe comme si l'impérieuse nécessité subjective de contenir le risque insupportable de la dissolution ou du changement radical de l'objet et du thème même de la sociologie, exigeait de ses représentants de prendre des risques importants tout, en soulignant que l'on ne peut les assumer totalement.

Certes, tout - et de loin - n'est pas réductible à une recherche angoissante de réponses à des questions quasi définitives. L'évaluation - sans doute trop sommaire - présentée ici, nous oriente à essayer de décrypter comment les nombreux participants et auteurs se sont concrètement confrontés au thème du Congrès. Quelles "manières de faire avec" ont-elles été mises en oeuvre et selon quelles stratégies de penser la problématique, les orientations principales ont-elles été définies et élaborées ?

8. Des manières de faire avec du (soi-disant) nouveau et du (de l'im-) prévisible

Il ne s'agit évidemment pas de présenter, dans le cadre de cette introduction réflexive au Numéro spécial, une épistémologie des diverses approches et analyses présentées lors du Congrès. Notre but est plus simplement de mettre en évidence à quels niveaux et par rapport à quelles références des faits actuels - ou tenus comme tels - des sociétés industrielles sont situés et rendus pertinents. Autrement dit, la question que nous posons vise à dégager les manières de penser les phénomènes et les développements - considérés comme problématiques - des sociétés industrielles, ainsi que les moyens conceptuels et théoriques permettant de leur conférer un sens sociologique. Nous nous écarterons délibérément des grandes théories élaborées par les auteurs classiques en la matière. La classification adoptée en cinq niveaux ou modèles d'approches, nous semble plus révélatrice des habitus de pensée mis en oeuvre par les divers auteurs des contributions. Elle implique aussi, selon l'ordre de leur présentation, un degré de rupture croissant avec les modèles de référence théoriques.

(1) Analyse des crises, des cycles longs, des structures de la société mondiale envisagés dans ces rapports de différenciation: Principalement axée sur l'histoire récente des crises économiques, ainsi que sur quelques modifications intervenues dans les rapports de domination entre les membres de la société mondiale, cette approche reste fondamentalement attachée à un modèle d'équilibre-déséquilibre, égalité-inégalité qui est le principe d'inter-

prétation à la fois de la succession séquentielle des cycles longs des sociétés industrielles et de la configuration actuelle des rapports entre les sous-systèmes. Il est révélateur qu'au niveau de généralité auquel cette approche se situe, la dimension culturelle n'occupe qu'une place fort réduite: soit réduite à sa fonction de légitimation des faits structurellement déterminés, soit envisagée globalement en tant que système culturel mondial, elle ne devient pertinente, dans cette ligne d'analyse, que dans la mesure où elle figure le principe de référence d'une vision (ou de visions) du monde ajustée à des moments structurels différents. Il n'est pas étonnant que divers auteurs trouvent dans la théorie de Piaget (fondée elle-même sur le postulat de l'équilibre-déséquilibre) l'esquisse conceptuelle servant de correspondance culturelle aux structurations-déstructurations de la société mondiale. En ce qui concerne des scénarii de l'avenir, le développement du sous-développement - comme on a désigné le processus d'accentuation des inégalités dans le monde - ne permet guère d'entrevoir d'autres issues que celles observables dès maintenant, même si le changement du rôle des Etats et les transferts de technologies semblent fonder des développements quelque peu différents.

(2) Un autre thème conceptuel est mobilisé par les auteurs qui insistent et bâtissent leur contribution explicitement sur la nouveauté des objets dont ils traitent. Ces faits nouveaux - permettant de rouvrir le dossier du procès de la société industrielle - sont nombreux et divers; au niveau macro-structurel: les nouvelles hiérarchies, la nouvelle opacité des structures, les nouveaux mouvements sociaux et politiques; le néocorporatisme et la nouvelle politique, le nouveau rôle de l'Etat; la nouvelle vision du monde, les nouvelles valeurs et les nouvelles formes de sociabilité; le néo-expressionnisme et le mouvement néo-figuratif dans l'art.

Manifestement, ce qui est appelé nouveau n'apparaît pas nécessairement pour la première fois et ne constitue pas une nouveauté en tant que telle. Aussi, l'effet de la perception et de l'identification des faits nouveaux sur les modèles conceptuels est-il très varié. Ce qui est présenté comme nouveau, ne met jamais complètement en question le cadre théorique à partir duquel la nouveauté se détache comme fait non prévu: aucune contribution ne procède à une reformulation théorique qui pourrait conférer une nouvelle cohérence sociologique, par rapport à laquelle le nouveau s'inscrirait comme logiquement nécessaire. Plus souvent, les prémisses théoriques sont légèrement modifiées, ou leur portée un peu étendue, afin de pouvoir expliquer le surgissement de faits récents: rôle nouveau de l'Etat par rapport à des structures modifiées de l'exercice du pouvoir, la politique nouvelle dans la ligne de la problématique du néocorporatisme.

D'autres auteurs situent des faits nouveaux comme émergence de formations ou de groupements sociaux qui se distingueraient nettement des clivages et différenciations tenus pour traditionnels. Mais les anticipations de cette nouvelle ligne de développement n'ont rien de nouveau, mais réactivent au contraire d'anciennes images: les nouveaux mouvements sociaux prenant place dans un "ailleurs socio-politique" (est-ce la troisième voie dont on a souvent annoncé l'avènement ?) qui dépasseraient les distinctions: gauche-droite, modernité-antimodernité, matérialisme-post-matérialisme. Ou encore lorsque des expressions artistiques nouvelles sont reléguées comme formes décadentes de type exhibitionniste.

Seules quelques contributions se sont livrées à un examen circonstancié de la nouveauté relative de ce qui est déclaré comme nouveau: par exemple, en reconstruisant soigneusement l'évolution de la signification du travail et des valeurs ou des formes de sociabilité, en prenant en considération la limitation et la marge de manoeuvre laissée par les contraintes structurelles, ainsi que des dispositions objectives et subjectives qui tracent autant de seuils différents d'adhésion à des courants normatifs alternatifs et de pratiques sociales différentes.

(3) Proches de l'approche précédente se situent les contributions qui se centrent sur des faits et des problèmes qui jusqu'à maintenant n'ont pas été repérés par la sociologie, qui n'ont pas été compris dans des problématiques traditionnelles ou qui n'ont pas trouvé d'interprétations satisfaisantes. Il en est ainsi de l'écologie, de l'environnement, de la politique énergétique, de divers mouvements alternatifs, surtout pacifistes, des nouvelles technologies et de leurs effets, surtout dans le domaine génétique, biologique et psychologique.

Mais l'implication théorique de la mise en évidence de ces carences et lacunes de la sociologie est vue très différemment par les auteurs. Les uns ne les mentionnent quasiment que pour attirer l'attention sur le fait que des terrains de recherche et de réflexion sociologiques sont restés en friche et qu'il s'agirait par conséquent de développer une stratégie d'expansion afin d'y assurer la présence de la sociologie; ceci d'autant plus que ces nouveaux domaines sont considérés comme cruciaux et gros d'avenir.

D'autres auteurs, au contraire, y discernent les indices d'un changement plus ou moins radical des principes de différenciation et d'organisation de la société industrielle. "Au-delà des conflits traditionnels, des luttes nouvelles quant à la répartition des biens", telle pourrait être sommairement la thèse de ces approches.

La confrontation entre les intérêts économiques et ce qui est appelé une morale écologique est constituée comme indicateur pertinent des perspectives modifiées de la société (post)indus-

trielle. Dans cette optique, la survie dépend autant des systèmes naturels et de la rareté de leurs biens qui constituent l'environnement du système social, que du développement de ce système lui-même. En dehors des problèmes théoriques nouveaux que cette perspective soulève, la question de la localisation sociale et politique du potentiel alternatif, c'est-à-dire des acteurs des mouvements mobilisateurs, revêt une grande importance.

(4) Le potentiel transformateur de la société industrielle comme moteur principal de son développement et de son expansion: définissant la société industrielle en acte et en marche (en processus) et non pas solidifiée dans une phase relativement figée (état), certains auteurs soutiennent la thèse de la généralisation et de l'extension des principes organisateurs de la société industrielle à la totalité sociale: société industrielle ou omni-industrielle, tertiairisation, segmentation et dichotomisation de la société, instrumentalisation croissante de la formation et de tout autre investissement formatif par rapport aux nécessités économiques et commerciales, colonisation de la vie, mode-temps-condition de travail, etc..

A en juger par ces approches, la problématique de la société (post-)industrielle ne réside pas dans l'essoufflement ou le tarissement des potentialités inhérentes à la société, donc d'une crise de ses bases structurelles; elle résulte plus des inadéquations, des décalages et des asynchronies que l'évolution expansive récente a déterminés. La normalisation et la standardisation rendues possibles par les nouvelles technologies, dans des sphères de plus en plus étendues de l'espace social et privé, accélèrent le processus de l'objectivation, de la dépersonnalisation, ainsi que les mécanismes de l'occultation du pouvoir. Ce système social qui "est capable d'être différent et même à la fois" pose, bien davantage que le problème de "la survie du travail", celui de la "la survie de la société" (A. Willener).

(5) Ce dernier aspect, considéré comme changement social plus fondamental, a fait l'objet d'une série de contributions et de réflexions sur ce qui est constitué (apparemment) indépendamment, en marge, à l'encontre de la société, activiste et collective: individualisation ou nouvel individualisme, diversité des comportements et des options idéologiques, autonomie plus grande du mode de vie, activités informelles, omission d'agir, la constitution de la culture par le mouvement auto-référent, l'anonymat de la rue comme source de nouvelle culture, etc.. Ces analyses partent de prémisses théoriques, différentes voire contradictoires: décalage des temporalités entre divers secteurs de la société, réduction des différences et des antagonismes sociaux, relâchement des systèmes normatifs, ébranlement de la rationalité technologique et informa-

tique conditionnant le retour massif du passé-refoulé social, attentes d'actions institutionnellement exigées, risques d'auto-paralyse institutionnelle, activités informelles ou autonomes comme moyens d'accroître influence et pouvoir, etc.. La grande majorité des travaux ayant cette orientation émettent un diagnostic relativement pessimiste, provisoirement limité à court terme. Posant ces nouveaux faits comme signes de rupture de l'état ancien (ou récent) de la société, les auteurs concluent que le trait dominant de la société actuelle est l'absence d'une cohérence sociale, idéologique ou symbolique entre ces différents secteurs et membres. Reprenant ici le thème de l'obsolescence des principes stratificateurs et différenciateurs traditionnels (nivellement des différences selon le sexe, institutionnalisation des cycles des âges, constitution de la culture non pas par travail collectif, mais par l'anonymat de situations marginales ou par le sujet auto-référent membre d'un collectif plus ponctuel, individualisation et autonomisation du mode de vie et possibilité de distinction par l'empreinte personnalisée apposée sur des biens de consommation de masse, etc.), ces approches ne tracent que des perspectives d'avenir limitées sectoriellement, sans les rattacher à une compréhension plus globale d'une évolution possible.

Quelques travaux cependant dépassent largement ce regard focalisé sur des symptômes isolés et (potentiellement) anoniques de la société contemporaine. Tout en partant d'indicateurs semblables, communément perçus comme signaux ou indices du changement social, ces auteurs entreprennent une construction théorique et empirique minutieuse et ceci en direction de deux questions fondamentales: ces traits singuliers, localisés dans une approche spontanée à certains domaines ou parties de la société (plus ou moins marginalisés p.ex.), ne sont-ils pas repérables, éventuellement sous d'autres formes apparemment différentes, dans d'autres secteurs de la société, c'est-à-dire n'est-on pas en présence de faits systématiques et généraux ? Si tel est le cas, quelles sont les conditions structurelles et les orientations normatives qui rendent possibles, voire imposent des comportements apparaissant de prime abord soit comme dénués de logique sociale, soit comme contraires aux attentes habituellement en vigueur ? C'est dans cette perspective qu'ont été abordés, entre autres, des changements de valeurs, ou plus exactement des ensembles de valeurs, ou des rapports différents à des valeurs données, ainsi que les omissions dans la "société active".

Cette présentation succincte des principales lignes d'articulation et d'élaboration de la problématique de la fin de la société industrielle ne rend évidemment pas compte de l'ensemble des contributions, ni de toutes celles qui ont été proposées pour la publication dans ce Numéro spécial. Etant donné l'ampleur des manuscrits proposés (plus de trois numéros de volume identique à celui-ci

auraient pu être publiés), le comité de rédaction a basé son choix sur trois critères principaux: d'une part que le thème du Congrès soit explicitement abordé: se trouvaient donc particulièrement exclus tous les travaux plus ou moins historiques ne comportant pas une analyse de la période actuelle; d'autre part que les contributions proposent une approche originale d'un domaine, envisagé dans une problématique sociétale plus globale; enfin, que les travaux comprennent explicitement des thèses concernant la singularité de l'époque actuelle et l'avenir probable de la société industrielle.

Etant donné l'espace de publication disponible, nous avons aussi dû renoncer à faire paraître certaines des études intéressantes qui ne satisfaisaient que partiellement aux critères établis. Nous avons proposé à leurs auteurs une publication dans un numéro ultérieur.

Enfin, certaines contributions ou synthèses de groupes de travail n'étant pas axées sur un domaine sociologique particulier, comportaient un ensemble de thèses quant à l'avenir ou quant aux potentialités et à la position de la sociologie par rapport au futur (dont la plus systématique et la plus critique est celle de H.P. Meier-Dallach). Vu leur intérêt et leur rapport direct au thème, elles ont été regroupées dans la deuxième partie de ce numéro. La liste complète des contributions présentées lors du Congrès se trouve à la fin de ce Numéro spécial.

BIBLIOGRAPHIE

- BECK Ulrich (1982), "Folgeprobleme der Modernisierung und die Stellung der Soziologie in der Praxis", in *Soziale Welt, Sonderband 1 "Soziologie und Praxis"*, Göttingen, 3-23.
- BERGER Peter L., BERGER Brigitte & KELLNER Hansfried (1975), *Das Unbehagen in der Modernität*, Campus, Frankfurt/New York.
- BONSS, Wolfgang & HARTMANN Heinz (1985), "Konstruierte Gesellschaft, rationale Deutung: Zum Wirklichkeitscharakter soziologischer Diskurse", in *Soziale Welt, Sonderband 3 "Entzauberte Wissenschaft"*, Göttingen, 9-46.
- BROSE Karl (1975), "Die soziale 'Religion' Saint-Simons", *Zeitschrift für Soziologie* IV/1, 6-25.
- BUEHL Walter L. (1983), "Die 'postindustrielle Gesellschaft': eine verfrühte Utopie ?", *Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* XXXV/4, 771-780.
- BUEHL Walter L. (1985), *Eine Zukunft für Deutschland. Grundlinien der technologischen, gesellschaftlichen und politischen Entwicklung*, Olzog, München.
- COMTE Auguste (1973), *Plan der wissenschaftlichen Arbeiten, die für eine Reform der Gesellschaft notwendig sind (1822)*, Hanser, München.
- ELIAS Norbert (1977), "Adorno-Rede. Respekt und Kritik. Rede anlässlich der Verleihung des Theodor W. Adorno-Preises am 2. Oktober 1977", in

- ELIAS Norbert & LEPENIES Wolf, Zwei Reden, Fischer, Frankfurt, 35-68.
- ENGELS Friedrich (1878), Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft, Zürich o.J.
- HUFNAGEL Gerhard (1971), Kritik als Beruf. Der kritische Gehalt im Werte Max Webers, Propyläen, Frankfurt/Berlin/Wien.
- LUEBBE Herrmann (1983), Zeit-Verhältnisse. Zur Kulturphilosophie des Fortschritts, Styria, Graz/Wien/Köln.
- MANNHEIM Karl (1935 & 1958), Mensch und Gesellschaft vom Zeitalter des Umbaus, Leiden & Darmstadt.
- MANNHEIM Karl (1943), Diagnosis of our Time, London.
- MANNHEIM Karl (1950), Freedom, Power and Democratic Planning. London.
- MASCHKE G. (1983), "Der Umbau des Menschen. Karl Mannheims Formen von der Herrschaft der Soziologie", Frankfurter Allgemeine Zeitung, No 72, 26.3.1983.
- MUEHLMANN Wilhelm, E. et al. (1964), Chiasmus und Nativismus. Studien zur Psychologie, Soziologie und historischen Kasuistik der Umstürzbewegungen, Reimer, Berlin.
- POPPER Karl R. (1965), Das Elend des Historizismus, Mohr, Tübingen.
- POPPER Karl R. (1975), Die offene Gesellschaft und ihre Feinde, Bd II "Hegel, Marx und die Folgen", UTB, München, 4. Aufl..
- RAMMSTEDT O. (1985), "Zweifel am Fortschritt und Hoffen auf das Individuum. Zur Konstitution der modernen Soziologie im ausgehenden 19. Jahrhundert", Soziale Welt XXXVI/4, 483-502.
- RIHS M. (1970), "Panorama de l'utopisme français au XVIIIe siècle", Archives Internationales de Sociologie de la Coopération XXVII/1, 5-20.
- TENBRUCK Friedrich H. (1984), Die unbewältigten Sozialwissenschaften oder die Abschaffung des Menschen, Styria, Graz/Wien/Köln.
- TOURAINE Alain (1985), "Crise de la crise", in La crise dans tous ses états, CIACO éditeur, Liège.
- VESTER Heinz-Günter (1985), "Modernismus und Postmodernismus - Intellektuelle Spielereien", Soziale Welt XXXVI/1, 3-26.
- WEBER Max (1921), "Der Nationalstaat und die Volkswirtschaftspolitik (1895)", in Gesammelte politische Schriften, München, 7-30.
- WENDORFF Rudolf (1980), Zeit und Kultur. Geschichte des Zeitbewusstseins in Europa, Westdeutscher Verlag, Opladen.